



**HAL**  
open science

## Transition démocratique

Renée Fregosi

► **To cite this version:**

Renée Fregosi. Transition démocratique : traduction de l'article du dictionnaire de science politique de l'Université du Chili. 2011. halshs-00653654

**HAL Id: halshs-00653654**

**<https://shs.hal.science/halshs-00653654>**

Preprint submitted on 19 Dec 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Transition démocratique** est un terme imprécis, qui s'est répandu dans le langage courant et la science politique à la fin des années 80. Il renvoie indistinctement à différents types de processus de démocratisation : la « transition à la démocratie » au sens strict, passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique, ou diverses extensions du domaine de la démocratie dans le cadre de régimes démocratiques déjà en place. Évocateur d'une démocratie en mouvement, il est cependant porteur de confusion et de non-dits philosophico-politiques<sup>1</sup> qui devraient inciter à l'utiliser avec prudence.

À partir de 1978, l'Amérique latine connaît un mouvement politique régional : les dictatures installées dans la période précédente vont l'une après l'autre céder le pas à des régimes démocratiques. Équateur 1978, Pérou 1980, Bolivie 1982, Argentine 1983, Uruguay 1984, Brésil 1985, Chili 1989. Chaque cas de retour à la démocratie est singulier, mais ce groupe de pays présente des points communs importants. À partir du Brésil en 1964, s'était multiplié dans la région un type nouveau de régime autoritaire, les dictatures « bureaucratico-militaires ». Ces régimes autoritaires présentaient des spécificités nationales mais tous vont, d'une façon ou d'une autre négocier leur sortie. Contrairement aux instaurations démocratiques précédentes du 20<sup>ème</sup> siècle, ces dictatures tombent pacifiquement et non sous les coups d'une force armée extérieure (deuxième guerre mondiale) ou intérieure (luttres d'indépendance).

Ces processus évoquent ceux qui se sont produits dans le Sud de l'Europe au début des années 70 avec la fin des dictatures au Portugal et en Grèce en 1974 et Espagne en 1976. C'est d'ailleurs à la fin des années 70, qu'un groupe d'universitaires européens et américains du Nord et du Sud va construire un nouvel objet d'étude à partir de ces changements de régime inédits. Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead vont piloter un grand programme comparatiste Europe du Sud/Amérique latine qui débouchera sur la publication en 1986 de l'ouvrage de référence sur les « transitions de l'autoritarisme à la démocratie » : *Transition from Authoritarian Rule*<sup>2</sup>. De cette entreprise va naître le concept de « transition à la démocratie » défini comme l'ensemble des processus qui réalisent le passage pacifique d'une dictature à un régime démocratique à travers l'instauration d'élections libres.

Les transitions latino-américaines ont ainsi permis de proposer un cadre théorique général et universel. La destruction du mur de Berlin en novembre 1989 symbolisa alors une nouvelle série de transitions à la démocratie, cette fois dans l'Europe centrale et orientale. Les prémices en avaient été posées en URSS dès 1986 avec Mikhaïl Gorbatchev. À la suite de divers mouvements de mobilisations populaires dans le bloc soviétique, réprimés comme en Roumanie en 1988 (émeute de Braslov), ou tolérés comme en Pologne durant 1987-88 (grèves de *Solidarnosc*), en Hongrie en 1988 (manifestation du 15 mars), ou dans les Pays Baltes en 1988 (construction de fronts politiques démocratiques), des élections libres sont organisées pour la première fois à partir de 1989.

---

<sup>1</sup> voir FREGOSI, Renée, *Parcours transatlantiques de la démocratie. Transition, consolidation, déstabilisation*, Ed. Peter Lang, 2010

<sup>2</sup> O'DONNELL, Guillermo, SHMITTER, Phillippe et WHITEHEAD, Laurence, *Transition from Authoritarian Rule*, Ed. Johns Hopkins U.P., Baltimore 1986 ; *Transiciones desde un Gobierno Autoritario*, Ed. Paidós, Buenos-Aires 1989

Partant de la définition de Schumpeter selon laquelle la démocratie est déterminée par le fait que le peuple puisse choisir ses gouvernants, les transitologues s'accordent *grosso modo* sur la conception *procedurale* de la démocratie politique dont Robert Dahl a précisé les critères : un régime politique caractérisé par des élections libres et ouvertes, avec des barrières relativement basses pour la participation, une compétition politique véritable et une sérieuse protection des libertés civiles<sup>3</sup>. Considérer qu'une démocratie politique minimale est nécessaire pour commencer à parler de démocratie ne signifie pas forcément qu'on limite la définition de la démocratie à ces procédures indispensables. Mais en revanche, aucune démocratie digne de ce nom ne peut faire l'impasse sur la démocratie politique.

Cette base théorique relève d'un consensus nouveau, ralliant de larges fractions du spectre politique de la droite et à la gauche, le consensus fondateur précisément des transitions à la démocratie. Car l'analyse théorique, aussi indépendante soit-elle, s'inscrit dans les évolutions politiques de son époque. Le concept de transition à la démocratie est ainsi directement lié à un double *aggiornamento* politique (au niveau transnational d'ailleurs) qui a donné lieu aux sorties pacifiques de nombreuses dictatures à travers le monde. D'une part, la droite renonçait à considérer la dictature comme solution politique et retrouvait les vertus de la démocratie électorale, d'autre part, la gauche rompait majoritairement avec l'hégémonie léniniste qui lui avait fait considérer la démocratie politique comme secondaire, voire indésirable parce que « formelle » ou « bourgeoise ».

De la phase terminale des régimes autoritaires (qu'ils soient militaires ou civils, communistes ou capitalistes, de droite ou de gauche) jusqu'aux premières élections libres, une démocratie naissante émerge des entrailles de la dictature. La transition à la démocratie (*hacia* en espagnol, *to* en anglais) bien que débouchant sur l'acte fondateur de la démocratie que sont les élections libres, n'est pas intrinsèquement un acte démocratique : ses acteurs principaux (les militaires et leurs opposants) ne sont pas élus démocratiquement pour négocier. C'est aussi pourquoi on ne peut à proprement qualifier cette transition de « démocratique ». Cependant, cette insistance du principe du libre choix à travers l'espace et le temps met en perspective une sorte d'éternel retour de la forme démocratique malgré ses reflux tragiques et ses chemins détournés. Ainsi, la « Révolution des œillets » au Portugal en avril 1974, va ouvrir une ère nouvelle, une « troisième vague de démocratisation » comme le dira Samuel Huntington<sup>4</sup>, qui va toucher après l'Europe du Sud et l'Amérique latine, l'Asie, l'Europe centrale et orientale et l'Afrique.

D'ailleurs, les sept transitions à la démocratie d'Amérique du sud elles-mêmes, s'entremêlent avec d'autres types phénomènes de démocratisation politique dans d'autres pays de la région : à partir de l'éviction soudaine des dictateurs en place, comme lors du coup de main militaire au Paraguay en 1989, la lutte armée victorieuse au Nicaragua en 1979, et encore l'intervention nord-américaine contre Noreiga au Panama en 1989 ; ou bien procédant de véritables accords de paix garantis par des acteurs internationaux comme au Salvador en 1992 et au Guatemala en 1996. Et l'on doit ajouter également d'autres processus comme la lente ouverture politique et la transformation interne des régimes autoritaires au Mexique à partir de 1982 ou en République dominicaine à partir de 1978, de même que les changements institutionnels et politiques en Colombie par exemple à partir de 1994. Cela va contribuer à la fois à remettre la

---

<sup>3</sup> DAHL, A.Robert, *La Poliarquía*, Ed.Red Editorial Iberoamericana, Mexico 1993

<sup>4</sup> HUNTINGTON, S.P., *The Third Wave*, Ed. University of Oklahoma Press, USA 1993.

théorie de la démocratie à l'ordre du jour de la science politique et à obscurcir la notion précise de « transition à la démocratie ».

D'autant plus que la période à la fois euphorique et consensuelle des transitions à la démocratie à travers le monde dans les années 80-90 cède le pas par la suite, à une période de ressentiment. Étrangement, les dictatures passées vont alors alimenter la rancœur à l'égard de jeunes démocraties qui aggravaient ou ne réduisaient pas, ou pas assez vite, les inégalités sociales. Le Consensus de Washington lancé en 1990 a ainsi cristallisé les critiques à l'égard d'une démocratie politique qui allait souvent de pair avec des politiques économiques ultra-libérales inégalitaires et à termes destructrices de croissance. On s'est alors mis à utiliser le terme de « transition démocratique » pour affirmer aussitôt que cette transition, ce passage à la démocratie n'étaient pas achevés.

Certes, considérer que la démocratie n'est pas terminée après les premières élections libres et qu'il faut pousser les réformes au de-là de la démocratie minimale posée par la transition constitue un choix politique légitime. D'ailleurs, les théoriciens des transitions posaient trois possibilités pour la phase ultérieure : l'hypothèse négative, une régression autoritaire, ou bien le maintien consolidé ou instable du simple cadre institutionnel démocratique procédural, ou encore la mise en œuvre de nouvelles avancées démocratiques. Mais estimer que la démocratie se révèle finalement « introuvable » après la fin de la dictature, cela constitue à la fois une remise en cause de la valeur intrinsèque de la démocratie politique instaurée par la transition et une critique à l'égard du processus et des promoteurs de la transition.

L'accent mis sur l'opposition entre dictature et démocratie par les transitions à la démocratie avait contribué à réévaluer la démocratie politique sans pour autant forcément limiter la démocratie au champ institutionnel ni la couper de la lutte sociale. Après la sortie d'une dictature, tous les choix y compris ceux des définitions divergentes de la démocratie s'ouvraient à nouveau et notamment celui d'une démocratie sans cesse en mouvement, en perfectionnement. Mais alors, le consensus sur la nécessité de poser une démocratie minimale pour éventuellement l'approfondir ensuite s'est progressivement affaibli laissant ressurgir des positions radicales opposées : d'un côté, la réduction de la démocratie au champ politique risquant de la figer dans des cadres formels sclérosés, de l'autre côté, sa perpétuelle remise aux lendemains qui chantent à la vouloir trop parfaite. Ces débats sont désormais au cœur des théories sur la « consolidation démocratique », nouveau concept qui complique encore celui de « transition démocratique » !

Renée Fregosi  
Profesora y directora de investigaciones  
en Ciencia política  
IHEAL-CREDA Paris 3 Sorbonne-Nouvelle